



Die Antwort auf Gleichgültigkeit heisst Würde und Gleichheit *Répondre à l'indifférence par la dignité et l'égalité*

Referat von Christian Levrat, Ständerat FR, Präsident der SP Schweiz
Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

*Es gilt das gesprochene Wort.
Seules les paroles prononcées font foi.*

Camarades,

Vous le savez : j'aime partir de la réalité, d'exemples concrets, de rencontres, pour illustrer nos positions politiques. Parce que je suis convaincu que nous devons mettre au cœur de notre action politique les hommes et les femmes pour lesquelles nous nous engageons.

Mais il y a des rencontres que nous ne pourrons plus faire. Il est des témoins qui nous manqueront toujours ; parce qu'ils sont morts sur les routes de l'exil. Ils ne pourront nous raconter les bombes, le bruit et les cris qui les ont contraints à quitter leur foyer, en Syrie ou en Erythrée. Ils ne pourront dire pourquoi au désespoir des camps, ils ont préféré les dangers du désert, la brutalité des passeurs, le risque d'une traversée hasardeuse sur des embarcations de fortune. Ils ne pourront plus nous parler de leur rêve européen, de leurs familles, quelque part en Suède, en Allemagne ou en Suisse. Nous ne saurons jamais, s'ils voulaient y fonder une nouvelle vie ou s'ils entendaient poursuivre leur combat pour la démocratie et la justice dans leur pays afin d'y rentrer au plus vite.

Ils ne nous raconteront plus rien. Au moins mille huit cents migrantes et migrants sont morts en Méditerranée depuis le début de l'année 2015. Nous ne pouvons que pleurer ces rencontres à jamais disparues, témoigner de notre affliction. Nous devons nous indigner face au mépris des dictateurs en place dans leurs pays d'origine, face à l'absence totale de scrupules des passeurs. Parce que c'est cette capacité d'indignation qui fait de nous des hommes et des femmes, au-delà de nos sensibilités politiques respectives. Rares sont les cyniques qui avec la chroniqueuses du *Sun* anglais, Katie Hopkins, osent prétendre « n'en avoir rien à faire » des images de cercueils.

Accueillir les persécuté-e-s, changer notre politique migratoire

Mais cette indignation ne suffit pas. Ce n'est pas un hasard si Stéphane Hessel, le diplomate et haute fonctionnaire français qui a publié, à 92 ans, son best-seller « Indignez-vous ! », a jugé utile de le faire suivre un an plus tard d'un autre ouvrage, intitulé « Engagez-vous ! ».

Et c'est justement parce que nous sommes convaincus que la politique consiste à créer un système plus juste, à modifier les rapports de force, à corriger les inégalités, que nous sommes tous réunis en ce samedi matin. C'est du reste le cœur de l'affrontement idéologique : la gauche croit à l'action politique, la droite est faite de renoncement, renoncement

face au marché et à la globalisation pour les uns, résignation face aux rapports de force actuels pour les autres.

C'est parce que nous croyons à l'efficacité de l'action politique que nous ne pouvons rester passifs face aux drames de Méditerranée. Ils ne sont pas dus à la fatalité. Pas uniquement le fait de passeurs sans scrupule. Il n'y a pas de loi naturelle qui exige que les trois quarts des migrant-e-s qui décèdent sur les routes de l'exil, trouvent la mort aux portes de l'Europe, à nos portes. Nous avons, comme Européen-ne-s, une responsabilité. Il nous revient de modifier l'orientation de nos politiques d'asile.

La majorité des requérant-e-s qui arrivent à atteindre nos frontières obtiennent protection. La Suisse octroie un titre de séjour à presque 60% des demandeuses et demandeurs d'asile. Ce n'est pas étonnant, un renvoi en Syrie, en Erythrée ou en Somalie les exposerait à des menaces concrètes et avérées pour leur intégrité. Quant au renvoi dans les camps d'où ils proviennent, il se heurte souvent au refus des autorités responsables de ces camps de premier accueil. Ce qui est évidemment compréhensible lorsque l'on sait que le Liban, avec une population de quatre millions d'habitants accueille déjà 1 million de réfugié-e-s.

Nous avons donc le plus haut taux d'acceptation de ces dernières décennies. L'Europe est généreuse, à condition que l'on atteigne ses frontières ; et c'est bien là que le bât blesse. Il faut admettre que parmi ceux qui se noient en Méditerranée, la plupart auraient obtenu protection ; que nos Etats auraient admis leurs demandes d'asile. Mais comme l'Europe se refuse à ouvrir des voies de migration légales, elle les condamne à risquer leur vie en mer.

Depuis plusieurs mois, le Parti socialiste met en garde face à la situation qui se cristallise dangereusement sur la frontière sud de l'Europe. Notre campagne pour un infléchissement de nos politiques d'asile a produit des effets. Le Conseil fédéral a augmenté de 500 à 3000 le nombre de places à disposition pour la réinstallation de réfugié-e-s vulnérables, et pour le regroupement familial. Il a renforcé son aide dans les pays de premier accueil, c'est un premier pas dans la bonne direction, et c'est à Simonetta Sommaruga que nous le devons !

Mais aujourd'hui, il faut aller plus loin : la Suisse est membre de Schengen, elle participe de la Convention de Dublin, et porte, par conséquent, une responsabilité directe pour la politique migratoire européenne. Bien sûr, il n'y a pas de recettes miracles, bien sûr la Suisse ne pourra résoudre le problème toute seule, bien sûr chaque proposition peut faire l'objet de réserves. Mais attendre n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais une option pour la gauche.

Nous appelons le Conseil fédéral à faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener l'UE à élargir le rayon d'action et les moyens de l'opération Triton, à faire en sorte que des interventions de sauvetage soient menées aux frontières même de la Lybie. L'objectif doit être de sauver un maximum de vie, pas de renforcer la surveillance aux frontières. La multiplication des mesures de surveillance ne fera pas baisser le nombre de requérant-e-s cherchant protection en Europe. Elle augmentera le nombre de morts. Ce qui est inacceptable.

De même, s'il faut se réjouir de voir que le Conseil fédéral a ouvert à nouveau les voies au regroupement familial, nous ne pourrons faire l'économie d'une discussion sur la réintroduction d'une possibilité de demande d'asile dans nos ambassades. Ni sur celle du niveau des contingents que nous nous proposons d'accueillir. La Suisse peut faire plus que d'accueillir

trois mille réfugié-e-s syrien-ne-s. Elle a su faire preuve de générosité par le passé, notamment pour les réfugié-e-s en provenance de Hongrie, du Chili, du nord du Sri Lanka, de Bosnie ou encore du Kosovo durant la guerre. La décision de l'UE de limiter à 5'000 le contingent qu'elle se propose d'accueillir est scandaleuse. La Suisse officielle doit le dire, et démontrer, par l'exemple, ce qu'implique la tradition humanitaire dont s'enorgueillit notre continent. Dans cet esprit, une clé de répartition claire et acceptée par tous les pays doit compléter la Convention de Dublin.

Enfin, nous devons augmenter notre aide aux pays de premier accueil. Le seul moyen de faire en sorte que les réfugié-e-s restent dans leurs régions d'origine, c'est de leur garantir des conditions de vie et de sécurité acceptables dans les camps où ils ont trouvé refuge. Nous sommes aujourd'hui loin du compte. Comment s'étonner du nombre de réfugié-e-s qui poursuivent leur fuite vers l'Europe, lorsque l'on apprend que le PNUD, le programme des Nations unies pour le Développement a dû, faute de moyens financiers, suspendre durant plusieurs semaines son aide alimentaire dans les camps du Moyen Orient ?

Genossinnen und Genossen,

Wir glauben daran, dass die Politik handeln kann und handeln muss. Wir lassen weder Gleichgültigkeit noch Passivität zu. Und wir setzen uns dafür ein, das Asylrecht und die Schutzmassnahmen in Europa zu verbessern – und zwar tiefgreifend. Immerhin zeigt uns diese Krise, dass die Lösung nur zusammen mit unseren Nachbarn, nur in Absprache mit der Europäischen Union, gefunden werden kann. Und die Krise zeigt uns, dass im Asylbereich – wie in vielen anderen Bereichen – isoliertes Handeln der Schweiz nicht ausreicht.

Wenn sich links und rechts nämlich in einem Punkt unterscheiden, dann in unserer Überzeugung, dass die Politik die Aufgabe hat, Unrecht zu korrigieren. Es ist unsere Überzeugung, dass gemeinsames Handeln die Machtverhältnisse ändern kann – und zwar in Richtung mehr soziale Gerechtigkeit!

Die Rechte der Frauen in der Arbeitswelt verteidigen

Wir haben für diese DV zwei Themen auf die Traktandenliste gesetzt, die diesen Gegensatz zwischen links und rechts sehr schön zeigen: Die Situation der älteren Arbeitnehmenden und die Lohngleichheit zwischen Männern und Frauen. Zwei Themen, bei denen die Bürgerlichen seit Jahrzehnten an den guten Willen der Wirtschaft appellieren und den Unternehmen die Wahl lassen, ob sie «freiwillige Massnahmen» ergreifen möchten oder nicht. Zwei Themen, bei denen die Linke seit Jahrzehnten verbindliche Regeln fordert.

Als ich 2003 ins Parlament gewählt wurde, war ich überzeugt, dass wir uns stetig in Richtung Lohngleichheit für Männer und Frauen bewegen würden. Die rechtlichen Grundlagen waren schon vor Jahrzehnten angenommen worden. Die meisten Kantone hatten funktionierende Gleichstellungsbüros eingesetzt. Und es schien, als würden die grossen Unternehmen im Land echte Anstrengungen unternehmen, um die Gleichheit, auf die sich immer berufen, endlich umzusetzen.

Nun, leider wurden meine Hoffnungen enttäuscht. Wir haben nicht nur keinerlei Fortschritte gemacht, die Situation hat sich in den letzten zehn Jahren sogar verschlimmert. Heute werden den Frauen Jahr für Jahr 7.7 Milliarden Franken geklaut. Geklaute Milliarden, mit denen stattdessen die Profite der Firmen und die Löhne der Manager – und das sind fast immer Männer – aufgebläht werden. Im Privatsektor verdienen Frauen im Schnitt 1800 Franken weniger pro Monat als ihre männlichen Kollegen. Oder um es anders zu sagen: Die Frauen müssen bis zum 9. März des folgenden Jahres arbeiten, um den gleichen Lohn zu erhalten wie ihre männlichen Kollegen. Analysiert man diese 1800 Franken, dann zeigt sich, dass 684 Franken die Folge direkter Diskriminierung sind. Eine Diskriminierung, die sich nicht erklären lässt – nicht durch die Tätigkeit, nicht durch die Branche, nicht durch Qualifikationen und durch unterschiedliche Anstellungsverhältnisse. Das ist nicht mehr akzeptabel!

Die Bürgerlichen hatten Jahrzehnte Zeit, um uns zu beweisen, dass freiwillige Massnahmen ausreichen, dass die Unternehmen von sich aus die Dinge korrigieren. Sie sind gescheitert. Diese Untätigkeit hat nicht nur einen unerträglichen Zustand verlängert, sie hat auch all jene Frauen entmutigt, die vor der Entscheidung standen, ob sie in den Arbeitsmarkt zurückkehren sollen oder nicht. Die Bürgerlichen haben bewiesen, dass ihre Rezepte rein gar nichts bringen. Schlimmer noch, als der Bundesrat vorgeschlagen hat, die Unternehmen sollten sich doch Gedanken über die Frage der Lohnungleichheit machen, haben sie getobt und «Lohnpolizei» gerufen.

Weil niemand ernsthaft behaupten kann, Lohnungleichheit wäre akzeptabel; weil die Bürgerlichen es nicht geschafft haben, die Lohndifferenzen zu reduzieren; weil sie kein Konzept haben und sich darauf beschränken, die Vorschläge des Bundesrats zu sabotieren; aus all diesen Gründen ist es unsere Aufgabe, den Frauen in diesem Land zu sagen, dass wir diesem Skandal ein Ende bereiten wollen - und dass wir wissen, wie das geht. Es braucht jetzt Regeln und Gesetze, damit die Betroffenen ihr Recht auf Lohnungleichheit endlich geltend machen können. Der erste Schritt ist mehr Lohntransparenz. Die Unternehmen müssen regelmässig und zwingend kontrolliert werden und sie müssen intern transparent machen, wie ihre Löhne zustande kommen. Doch es braucht noch mehr: Verbindliche GAVs; Geschlechterquoten in den Leitungsgremien der grossen Unternehmen; Krippenplätze und Tagesschulen; eine bessere Aufteilung von Familienbetreuung und Erwerbsarbeit innerhalb der Familien.

Voilà – mit dieser Ausgangslage gehen wir in die Wahlen: Wir wollen nicht einfach Ungechtigkeiten verwalten und auf die soziale Verantwortung des einen oder anderen Unternehmers hoffen. Wir haben das Ziel, klare Regeln aufzustellen. Regeln, die Schutz bieten und die jeder und jedem erlauben, sein Leben nach eigenen Vorstellungen zu gestalten. Eine Frau, die sich dafür entscheidet, zu arbeiten, soll das tun können – und zwar mit der Gewissheit, dass es fixe Regeln gibt, die sicherstellen, dass sie nicht ausgebeutet wird.

Ich höre hin und wieder, es handle sich um ein etatistisches, ein staatsgläubiges Programm. Der Bund stecke seine Nase in unternehmens-interne Geschäfte und unsere Ideen würden die persönliche Freiheit einschränken.

Das Gegenteil ist richtig! Eine echt liberale Wirtschaftsordnung beschränkt sich nicht darauf, die Freiheit des Fuchses im Hühnerstall zu verteidigen. Eine liberale Wirtschaftsordnung bedeutet, dass Regeln festgelegt werden, die jeder und jedem die Möglichkeit geben, sich so

zu entscheiden, wie er oder sie es möchte. Liberal zu sein heisst nicht, die Freiheit des Herrn über die Freiheit des Sklaven zu stellen, die Freiheit des Patrons über die Freiheit der Angestellten, die Freiheit des Spekulanten über die Freiheit der Bäuerin, die Freiheit des Mannes über die Freiheit der Frau, um beim Thema zu bleiben.

Freiheit für alle verlangt nach minimalen Regeln, die wir zusammen aufstellen müssen. Regeln, die möglichst vielen Schutz bieten und möglichst vielen helfen sollen. Und nicht nur die Privilegien von ein paar wenigen verteidigen, wie es die Ideologen der heutigen FDP möchten. Und wenn ich an die Frage der Lohngleichheit von Mann und Frau denke, oder an die Situation der älteren Arbeitnehmenden, auf die ich gleich zu sprechen komme, dann bin ich stolz auf unseren Slogan und stolz, mit diesem Slogan in die Kampagne zu ziehen: „Für alle statt für wenige!“

Protéger les salarié-e-s âgé-e-s

Camarades,

A de multiples reprises par le passé, nous avons parlé de la situation des salarié-e-s de plus de 50 ans. Nous avons mené, avec succès, une campagne contre l'augmentation de l'âge de la retraite, en soulignant combien il était difficile aujourd'hui de se maintenir en emploi jusqu'à 65 ans. Nous avons proposé, avec le soutien d'une partie des milieux patronaux, d'intensifier les efforts de formation auprès de ces même salarié-e-s, nous nous sommes battus au parlement pour obtenir un droit à la formation continue. Nous avons su introduire dans la loi, une obligation minimale de plan social, pour protéger justement ces salarié-e-s-là.

Mais à l'heure du bilan, nous devons constater que la situation ressemble, à s'y méprendre, à la question de l'égalité salariale. La droite, Johann Schneider-Ammann en tête, a préféré s'en tenir à des mesures volontaires de la part des entreprises. Elle a refusé toute mesure impérative, et se bornera, lundi prochain, à inviter les partenaires à l'une de ces tables-rondes qu'affectionne tant le ministre de l'économie. Il en abuse régulièrement et, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 121a Cst pour camoufler son inaction.

Dans ce domaine également, nous devons passer de la déclaration d'intention à des règles impératives. D'abord parce qu'il y a une véritable urgence sociale : le taux de dépendance à l'aide sociale de cette catégorie – celle des salarié-e-s de plus de 50 ans – est celui qui augmente le plus rapidement. Ensuite, il y a une urgence morale : comment peut-on admettre, dans notre pays prospère, qu'un-e salarié-e plus âgé-e doive nourrir des craintes existentielles en cas de perte d'emploi ? Comment tolérer qu'il doive trembler de se retrouver durablement dépendant de l'assurance chômage voire, plus tard, de l'aide sociale ? Enfin, il y a une urgence politique : comment voulez-vous convaincre les gens de défendre, par exemple, la libre circulation, alors qu'ils sont écartés sans ménagement du marché du travail au profit de salarié-e-s plus jeunes ?

Laissons quelques crédits à la droite ; elle parle aussi de ce thème-là. Mais elle ne propose rien, tout comme pour l'égalité ou pour le *dumping* salarial. Elle est devenue championne du monde du constat navré, des coups de menton feints à l'encontre de l'économie ; reine à camoufler ses inactions et sa résignation derrière des déclarations creuses.

Et ici encore, nous devons répondre avec des propositions concrètes, avec un engagement clair face à nos électrices et électeurs. Nous entendons mettre sur pied une législation plus protectrice, pour mieux accompagner et défendre les salarié-e-s âgé-e-s.

- Il s'agit d'abord d'interdire formellement, y compris dans le cadre de l'entreprise, toute discrimination fondée sur l'âge. Celles-ci sont encore trop nombreuses. Nous nous emploierons à lutter contre le licenciement de salarié-e-s âgé-e-s pour les remplacer par des plus jeunes. En faisant obligation de motiver et de justifier tout licenciement d'un-e salarié-e de plus de 50 ans.
- Nous ferons ensuite tout pour introduire dans la loi un droit à la formation continue, en particulier en seconde partie de carrière professionnelle. Aujourd'hui, la plupart des entreprises investissent sur les plus jeunes en matière de formation. Et sur ceux qui bénéficient au départ du niveau de formation initiale le plus élevé. Il s'agit donc d'instaurer des conseils en orientation réguliers et gratuits en matière de formation continue pour tous les travailleur-euse-s de plus de 45 ans.
- Enfin, nous devons instaurer au niveau national une rente-pont, permettant d'éviter aux chômeur-euse-s âgé-e-s qui arrivent en fin de droit de finir à l'aide sociale. Le canton de Vaud, sous l'impulsion de notre camarade Pierre-Yves Maillard, a mis sur pied un système dont les autres cantons et la Confédération devraient s'inspirer.

Là aussi, nous voulons des résultats. Les élections ne sont pas un concours de beauté. Elles vont être un affrontement entre deux images de la Suisse, deux conceptions de la vie en société. D'un côté ceux qui veulent barricader notre pays, qui n'entendent pas participer au débat sur le système d'asile européen, qui veulent dénoncer la Convention européenne des droits de l'Homme et renoncer aux bilatérales. Ceux qui défendent la liberté absolue du renard. De l'autre la Suisse de la solidarité, qui veut faire sa part pour accueillir des requérant-e-s en danger de mort, qui entend construire un espace de paix en Europe, cette Suisse qui ne veut laisser personne au bord du chemin ; cette Suisse qui veut profiter des quatre ans à venir pour corriger sa politique migratoire, pour faire progresser l'égalité homme/femme, pour protéger mieux ses salarié-e-s, en particulier les plus âgé-e-s.

Genossinnen und Genossen,

Unser Bundesrat Willy Ritschard hat es schon 1978 gesagt: «Heimat ist die Gewissheit, zu jemandem zu gehören. Mitglied einer Gemeinschaft zu sein. Einer Gemeinschaft, auf die man sich verlassen kann, die einem schätzt und die keinen fallen lässt. Es ist das Gefühl, verstanden zu werden. Die Verpflichtung der Gemeinschaft gegenüber dem einzelnen kommt in der Sozialgesetzgebung des Staates zum Ausdruck». Das ist das genaue Gegenteil der Verteidigung des Rechts der Füchse und Wölfe in unserer Wirtschaft oder unserer Politik. Das Gegenteil der Verteidigung der Spekulanten und Profiteure. Heimat ist die Überzeugung, dass wir nach dem Gesetz handeln, für die Interessen möglichst vieler und gegen die Privilegien einiger weniger. Ich denke, auf der Rechten hat der eine oder andere wieder mal eine Lektion in Patriotismus nötig...

Unsere Gegner diskutieren über Mythen. Sie sprechen über verlorene Schlachten vor 700 Jahren. Wir hingegen machen konkrete Vorschläge, damit sich das Leben von uns allen in den nächsten vier Jahren verbessert. Ein besseres Leben – dafür kämpfen wir gemeinsam in diesen Wahlen 2015.